

Communiqué

LE «BAROMÈTRE DES RÉFORMES » TRIPARTITE
(ALLEMAGNE-AUTRICHE-SUISSE) MESURE LA QUALITÉ
DES RÉFORMES POLITIQUES

Allemagne et Autriche :
un rythme des réformes plus soutenu qu'en Suisse

Embargo: Jeudi 17 novembre 05, 10.00 H

«Baromètre des réformes» tripartite: Un rythme des réformes plus soutenu en Allemagne et en Autriche qu'en Suisse

La mesure des réformes sociales et économiques place la Suisse derrière l'Allemagne et l'Autriche. Comparativement à ces deux pays voisins, notre pays dispose encore d'une situation confortable mais l'Allemagne et l'Autriche font preuve d'une plus grande volonté de réformer que la Suisse. C'est le principal résultat démontré par le « Baromètre des réformes » présenté par Avenir Suisse et deux instituts de recherche partenaires le 17 novembre à Berlin.

Berlin/Zurich, 17 novembre 2005. La politique économique de la Suisse, de l'Allemagne et de l'Autriche se trouve face à des défis tels que la globalisation, l'élargissement de l'EU, la désindustrialisation et le vieillissement de la société. Ces nouvelles conditions induisent une adaptation de la politique structurelle. Le « Baromètre des réformes » tripartite (D-A-CH) a permis d'analyser les initiatives entreprises par ces trois pays dans un contexte économique en mutation et les conditions cadres mises en place pour l'avenir.

Qu'est-ce le « Baromètre des réformes »?

Le «Baromètre des réformes » a été développé à l'origine par l'Institut allemand d'économie (Institut der deutschen Wirtschaft) à Cologne pour mesurer et estimer les réformes politiques du Gouvernement allemand. Cette évaluation porte sur les mesures politiques, et non sur les résultats politiques, des quatre domaines politiques principaux : le marché du travail, la politique sociale, les impôts et les finances, ainsi que la politique de compétitivité, de formation et de recherche. Les différentes étapes des réformes ont été notées, selon les objectifs d'ordre politique et les théories macro-économiques en terme de croissance et de création d'emplois qui mènent à une réduction du chômage et à une amélioration de la situation des ménages. En ce qui concerne la Suisse, les Messages du Conseil fédéral, les lois et les votations ont été analysés.

Le «Baromètre des réformes » développé en commun par les trois institutions a permis de comparer les trois pays durant la période de septembre 2002 à septembre 2005.

Suisse : une situation supérieure à celle des pays voisins, mais un rythme de réformes plus faible

Tous les indicateurs tels que le revenu, le chômage, les taxes et l'endettement, plaçant la Suisse, comme par le passé, en tête des trois pays pour sa situation actuelle. Toutefois, les chiffres du « Baromètre des réformes » confirment une impression persistante émanant de la politique suisse, à savoir le manque de volonté à instaurer des réformes déterminantes. Sur ce point, les différents domaines politiques accusent des résultats distincts. La politique libérale de l'emploi s'est à peine améliorée (valeur finale : 103.3 points), par contre une tendance positive a été enregistrée pour l'élargissement du marché de l'emploi aux nouveaux pays membres de l'EU. Cependant, les restrictions pour limiter la flexibilité sont à prendre en compte au négatif.

Les mesures visant à réduire les dépenses de l'Etat, l'adoption d'un nouveau règlement des finances et les tentatives pour améliorer l'imposition des entreprises ont amélioré les résultats de l'indicateur *impôts et politiques des finances* de 100 à 114.4 points. L'amélioration la plus marquante a été enregistrée par la *politique de compétitivité, de formation et de recherche* qui a atteint 120 points à fin septembre 2005. Ce résultat positif est dû à plusieurs projets de réformes: la nouvelle loi de durcissement des cartels, la révision de la loi régissant le marché intérieur et, dans le domaine de la formation et de la recherche, la nouvelle loi sur les EPF, les Hautes Ecoles Spécialisées et l'augmentation des investissements publics dans la recherche. Par contre, le refus du peuple pour la libéralisation du marché de l'électricité en automne 2002 est un élément négatif.

La *politique sociale* quant à elle devient préoccupante. La 2^{ème} révision de l'AVS et le nouveau règlement pour le financement de l'AVS/AI en vigueur depuis le printemps 2004 ont été évalués négativement, de même que l'échec de la 1^{ère} révision de LAMal au Parlement et la 5^{ème} révision de l'AI pas soutenable à long terme. Il

en résulte une chute de l'indicateur de la politique sociale à 87.3 points. Dans l'ensemble, la Suisse a atteint pour les quatre domaines le résultat modeste de 105.5 points.

L'Autriche : pays des réformes

Dans la comparaison des trois pays, la Suisse se situe derrière l'Allemagne (1110.9 points) et l'Autriche (1113.7 points). *L'Autriche* a atteint des résultats positifs dans tous les domaines comparés. Le marché du travail a été libéralisé en 2004 par un ensemble de mesures appropriées, le système de retraite a été réaménagé sur une base durable et, par la réforme de l'imposition des entreprises (de 34 à 25%), le pays a envoyé un signal positif à toute l'Europe.

Pour *l'Allemagne*, le bilan reflète les effets de l'introduction de plusieurs réformes. Au niveau de la politique du marché du travail par la réforme «Hartz IV» et aussi au niveau de la politique de la formation et de la recherche où des progrès ont été enregistrés. Par contre, la politique en matière d'imposition et des finances, souffrant d'un déficit important, et l'absence d'une réforme intégrale dans ce domaine capable de rééquilibrer le budget lourdement déficitaire sont à déplorer.

Le « Baromètre des réformes » permet aussi de comparer

Le «Baromètre des réformes » tripartite analyse précisément certains points des mesures politiques, définis en commun par les trois instituts. Il est certain qu'une comparaison entre trois pays de dimensions et de structures politiques différentes n'est pas évidente. Malgré cela, les résultats démontrent clairement les tendances et les leçons à en tirer. Par exemple, l'impression que la volonté d'introduire des réformes en Suisse a diminué au cours des années passées est confirmée. Ils explicitent aussi l'ampleur des échecs de la politique sociale (5^{ème} révision) et prouvent les progrès de nos voisins.

Tous les six mois, le « Baromètre des réformes » sera mis à jour par les trois instituts et les résultats seront publiés. Un résumé de l'étude ainsi que des informations

Communiqué Avenir Suisse: «Baromètre des réformes Allemagne-Autriche-Suisse»

sur la base de données, la méthodologie et les résultats sont disponibles sur la homepage d'Avenir Suisse (www.avenir-suisse.ch).

Conférence média:

Jeudi 17 novembre 2005, 10:00, Haus der Bundespressekonferenz, Raum 1,
Schiffbauerdamm 40, 10117 Berlin

Contact/Informations :

Matthias Baumberger, Tél. 044 445 90 03, email: matthias.baumberger@avenir-suisse.ch